

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via reporting public par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs de sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Pour être efficace, le système mis en place doit être partagé par tous les pays

## PROPOSITION 2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

même remarque qu'au point 1, pour éviter l'évasion fiscale non détectée.

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier des l'autome 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

## PROPOSITION



Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

impossible de s'engager à stopper tout risque de nouvelle crise financière, qui peut être due à plusieurs facteurs conjugués (conflits entre pays, ...). La MNP en œuvre

garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

5

Commentaires :



JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS

## PROPOSITION

6

ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'Etat est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et orienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

Commentaires :



JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

Commentaires :

Préciser le fait de voir les résultats des études d'impact que vous précisez sur les agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE



partiellement

JE NE M'ENGAGE PAS



## PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route des l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Prioriser les dons emmanant des entreprises y compris sur le plan fiscal (incitations) -

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

Commentaires :



**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**

## PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

Commentaires :



**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**

Commentaires :



JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS

negatifs sont déjà visibles.

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, à fortiori lorsque ce sont des Etats peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts

12

## PROPOSITION

Commentaires :



JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS

Il faut surtout revoir les accords de Dublin eux-mêmes dans une logique européenne : tendre vers un droit d'asile européen

protection des demandeurs d'asile.

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de

gifier aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.



JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

## PROPOSITION

éguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières textiles et de l'habillement, et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum pour les travailleurs et travailleuses.



JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

<input type="radio"/> JE NE M'ENGAGE PAS	<input checked="" type="radio"/> JE M'ENGAGE
Commentaires :	

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.	Nom : FAUCHILLE Prénom : Olivier Département : 59
Date : 08/16/2017 Signature : 	